

Propositions de loi immigration: la saison des festivals

Paris, le 29 mai 2023 - **Le gouvernement veut remettre son projet de loi au Parlement à l'automne et reprend les négociations, Les Républicains ripostent avec leurs propres propositions de loi, les sénateurs centristes annoncent déposer deux propositions distinctes des LR et du gouvernement. Dans cette cacophonie la tenue d'une Convention Citoyenne sur la Migration est plus que jamais la seule solution raisonnable et utile.**

Un *Frexit migratoire*, c'est ainsi que G. Darmanin qualifie la proposition de loi constitutionnelle annoncée par LR, qui souhaite faire primer le droit national sur les règles européennes et les conventions internationales, rejoignant ainsi les positions du RN. A droite, au centre, dans la majorité, personne n'est d'accord sur les mesures relatives à l'immigration, chacun y va de sa proposition à grand renfort de qui montrera ses muscles et qui sera le plus ferme.

En réalité, aucune des propositions n'est en mesure de "*régler le problème*", parce que le *problème* est mal posé. En matière d'immigration, il n'existe pas de bouton *stop*, *start* ou *pause*. La Grande-Bretagne ou l'Italie, qui pratiquent des politiques de fermeture totale ont sont la preuve, ils ont accueilli plus de personnes migrantes en 2022 qu'auparavant.

Il faut rappeler, encore et encore, que ce ne sont pas les politiques migratoires nationales qui influencent les migrations, mais les situations individuelles et la répulsion des pays d'origine. *L'appel d'air* est un mythe, démontré comme tel par d'innombrables recherches et observations, personne ne quitte son pays, sa famille, son foyer avec un guide du tourisme des prestations sociales. Les parcours migratoires concernent d'abord les pays voisins des pays d'origine, marginalement l'Europe et la France, ils sont longs de plusieurs mois ou années, les conditions d'accueil sont méconnues et ne pèsent rien face à la force de la survie.

« *La saison des festivals est lancée* » observe Vanessa Krycève, présidente de l'association *Pour une Convention Citoyenne sur la Migration* et porte-parole de la campagne *Pour un débat apaisé*, « *à droite et dans la majorité, on assiste à un carnaval des propositions et contre propositions de loi, dans un immense élan de gesticulation politique déconnecté des réalités migratoires, tandis que la gauche reste inexplicablement mutique. Dans ce contexte, que penser, qui croire ? Où est la raison et l'intérêt des français ? Nous pensons que dans ce moment d'impuissance politique, les citoyens détiennent la solution.* »

Lorsque le politique n'est pas en mesure de dialoguer sereinement, il faut s'en remettre aux citoyens. **Sur la migration, une convention citoyenne sera en mesure de proposer un débat apaisé et faire des proposition qui préparent et permettent un travail législatif consensuel.**

Nous appelons donc E. Macron a saisir, sans attendre, le CESE, pour tenir une convention citoyenne sur la migration.

* * *

A propos de l'appel à la tenue d'une convention citoyenne sur la migration: issu d'un groupe de citoyens engagés et porté par l'association loi 1901 *Pour une Convention Citoyenne sur la Migration*, qui mène la campagne de mobilisation ***Pour un débat apaisé*** invitant les citoyens et la société civile dans son ensemble à se joindre à l'appel au Président de la République, Emmanuel Macron, et à son gouvernement, pour la tenue d'une convention citoyenne sur la migration.

Contacts presse

Robert Morel - presse@conventioncitoyennesurlamigration.fr - 06 59 35 23 15

web: <http://pourundebatapaise.fr/>

Dossier de presse complet disponible sur demande.